



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
6 juillet 2017  
Français  
Original : arabe

---

### **Lettres identiques datées du 3 juillet 2017, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement et comme suite à nos précédentes lettres concernant les attaques terroristes répétées visant des civils en République arabe syrienne, je vous informe qu'au matin du 2 juillet, des groupes terroristes armés ont commis de nouveaux actes terroristes à Damas au moyen de trois voitures piégées dans des quartiers densément peuplés de la ville. L'explosion de l'une d'entre elles sur la place Ghadir, à Bab Touma, a fait 20 morts et des dizaines de blessés parmi des femmes et des enfants innocents. Ces groupes terroristes, que certains pays aiment à qualifier « d'organisations armées modérées », ont aussi tiré à l'aveuglette et de façon constante des roquettes et d'autres projectiles sur les quartiers de la capitale.

Ces derniers jours, les quartiers de la ville de Deraa, notamment celui de Kachef, ont subi des dizaines d'attaques perpétrées par des groupes terroristes armés soutenus par les États-Unis, le Royaume-Uni et la Jordanie, au cours desquelles une quarantaine de civils, en majorité des femmes et des enfants, ont été tués et une centaine d'autres blessés dans leur domicile, et des dégâts matériels occasionnés aux biens publics et privés dans les lieux des explosions criminelles. Il ne faut pas s'étonner que les États et parties qui prétendent se soucier de la vie et des biens des Syriens, y compris le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, n'aient pas condamné une seule fois ces agressions terroristes.

Ces actes sanglants révèlent la nature de la campagne qu'ont engagée les responsables du Gouvernement des États-Unis et leurs agents terroristes dans la région. Comme d'habitude, ces explosions sont survenues quelques jours avant la tenue des réunions d'Astana et de Genève. Avant cela, le Gouvernement des États-Unis avait proféré de nouvelles menaces et diffusé des allégations mensongères, aberrantes et inventées de toutes pièces quant aux intentions de la Syrie de recourir à des armes chimiques, allégations qui lui servent de prétexte pour commettre des actes immoraux contre la Syrie. Nul ne peut ignorer que cette campagne politique de propagande menée par le Gouvernement des États-Unis et d'autres acteurs qui appuient les organisations terroristes armées vise à relever le moral des ces dernières, qui a été bien entamé du fait des grandes avancées qu'ont réalisées l'Armée arabe syrienne et ses alliés face aux terroristes en vue de rétablir la sécurité et la stabilité dans tout le pays. Par cette campagne, les États-Unis signalent clairement aux organisations terroristes qu'elles peuvent employer des armes



chimiques sous leur protection expresse. Quant à la Syrie, elle a nié catégoriquement avoir utilisé du chlore gazeux à Aïn Terma et affirmé que toutes les allégations à ce sujet ne sont autres que des mensonges.

La République arabe syrienne souligne à nouveau que la communauté internationale doit s'unir dans la guerre contre le terrorisme et que rien ne justifie le fait de fermer les yeux sur les agissements des États et parties qui contribuent à former, à abriter, à financer et à armer les terroristes. La Syrie insiste également sur la nécessité de poursuivre les États et parties qui ont récemment été pointés du doigt pour leur implication manifeste dans l'appui au terrorisme et la protection de Daech, du Front Nosra et des organisations associées qui participent à la guerre qu'ils mènent contre la Syrie et dans d'autres parties du monde. Par ailleurs, protéger les terroristes et ceux qui les soutiennent constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, menace directement la paix et la sécurité internationales et met en péril l'ensemble des résolutions du Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le terrorisme.

Il est temps que le Conseil de sécurité prenne des mesures draconiennes contre quiconque facilite les crimes terroristes. Il est moralement inadmissible que des États membres du Conseil de sécurité protègent ceux qui soutiennent le terrorisme en Syrie, tandis que certains de ses membres parmi les pays occidentaux se contentent de faire des discours pompeux et creux au sujet de la lutte contre le terrorisme.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Ministre conseiller,  
Chargé d'affaires par intérim  
(*Signé*) Louay **Falouh**

---